Abidjan, le 30 octobre 2023

**COMMUNIQUE DE PRESSE**

**Afrique de l’Ouest : La presse en ligne interpelle les géants de l’Internet sur le piratage et le pillage de ses contenus**

La Fédération des Associations des Professionnels de la Presse et éditeurs en ligne de l’Afrique de l’Ouest (FAPPEL-AO), mise en place le 28 avril 2023 à Jacqueville en Côte d’Ivoire, est très préoccupée par le pillage systématique de ses contenus par des moteurs de recherche, des agrégateurs et applications des plates-formes internationales. Elle s’inquiète également de l’invasion pernicieuse de son espace par les régies publicitaires liées ou non aux plates-formes internationales et qui pratiquent un dumping qui menace tout aussi dangereusement la survie des entreprises de presse locales.

Les organisations faitières des huit pays de l’UEMOA estiment que cette cannibalisation éhontée de leurs contenus constitue une sérieuse menace à leur survie, surtout dans un contexte de crise et de morosité économique chronique. C’est pourquoi elles s’insurgent contre ces reprises illicites et abusives de leur travail sans contrepartie significative. La FAPPEL-AO réclame, dans la foulée, une revalorisation des coûts par clic et par impression (CPC et CPM) de Google qui sont très dérisoires sous nos tropiques et l’éligibilité de tous les pays de la sous-région aux programmes de monétisation de toutes les plates-formes.

Les Associations des Éditeurs de presse en ligne d’Afrique de l’Ouest interpellent respectivement chacun de nos États sur leur rôle de régulateur du secteur de la communication. Elles sollicitent l’appui de nos gouvernements respectifs, des organisations communautaires au niveau régional ainsi que tout partenaire technique et financier pouvant aider à réunir tous les acteurs des médias et en face des représentants des GAFAM (Google, Amazone, Facebook, Apple et Microsoft) ainsi que les autres moteurs de recherche, agrégateurs et responsables d’applications de multinationales. Elles appellent de tous leurs vœux à la création d’une grande coalition africaine ou des États d’Afrique de l’ouest pour la mise en place de partenariats équitables avec ces géants de l’Internet.

La FAPPEL-AO estime que la situation que les sites d’information et journaux en ligne sont en train de vivre peut conduire à la faillite de beaucoup d’entreprises de presse et par conséquence une perte d’emploi des milliers de jeunes à travers la zone UEMOA. Cette problématique est tout aussi saillante que celle liée à la liberté de presse. Il s’agit de question de survie de nos entreprises de presse locales. Cela s’explique par le coût énorme de production de l’information de qualité, le recrutement de personnel qualifié et professionnel sans oublier l’obligation de se mettre à jour par rapport à la technologie de pointe dans la collecte, le traitement et la diffusion de l’information et les charges sociales et fiscales qui vont avec.

En sus de cela, depuis quelques années, les entreprises de presse en ligne de la zone font d’énormes efforts de professionnalisation. Elles appellent d’ailleurs de tous leurs vœux à une certification, une labellisation des contenus et espèrent y arriver avec l’aide des partenaires. Tous ces efforts sont pour le rayonnement de nos pays avec une bonne présence au rendez-vous du donner et du recevoir sur la toile.

Si nos États, les institutions communautaires et partenaires ne réagissent pas face à ce pillage qui a tant duré, la Fédération des Associations des Professionnels de la Presse et éditeurs en ligne de l’Afrique de l’Ouest n’exclut pas de poursuivre en justice toutes ces plates-formes qui cannibalisent leurs contenus et les tuent à petit feu.